

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture  
Direction de la citoyenneté  
et de l'action locale  
Service de la citoyenneté  
et des collectivités territoriales  
Bureau des affaires budgétaires et  
financières des collectivités territoriales

Nancy, le - 4 FEV. 2020

Affaire suivie par : Christophe DONTENVILLE  
Téléphone 03 83 34 25 66  
Télécopie 03 83 34 22 31  
Courriel : christophe.dontenville@meurthe-et-moselle.gouv.fr

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

à

Mesdames et messieurs les maires

Mesdames et messieurs les présidents  
des établissements publics de coopération  
intercommunale à fiscalité propre

Objet : Taxe de séjour – Limites tarifaires et taux applicables pour 2021.

Réf : article L.2333-30 du CGCT

**La présente note a pour objet d'informer les collectivités locales des nouveaux tarifs applicables en matière de taxe de séjour en 2020. Elle est mise en ligne sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.**

L'article L. 2333-30 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dans sa version issue de la loi de finances rectificative pour 2016, prévoit qu'à compter de la deuxième année d'application de la taxe de séjour par une collectivité, les limites tarifaires sont revalorisées chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation (hors tabac) de l'avant-dernière année.

Ainsi pour 2021 compte tenu du fait que le taux de variation précité s'élève à + 1,5 %, **seul le tarif plafond applicable à la catégorie tarifaire des palaces évolue de 4,10 € à 4,20 €.**

Il convient de rappeler qu'en vertu de l'article 112 de la loi de finances pour 2020, les hébergements non classés, taxés proportionnellement au coût par personne de la nuitée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, sont désormais soumis systématiquement au régime du réel.

Il appartient aux collectivités de **fixer par délibération les tarifs applicables** sur leur territoire **avant le 1<sup>er</sup> octobre 2020** pour application au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Les délibérations adoptées par les communes et les EPCI compétents devront définir les modalités de perception et de reversement applicables aux hébergements non classés du fait de l'application systématique du régime du réel.

Je vous rappelle également que les informations contenues dans les délibérations prises pour la taxe de séjour devront être saisies dans l'application OCSITAN mise en place par les services de la DGFIP.

La collecte de la taxe de séjour sur le territoire des communes et EPCI dépend de la qualité des informations qui sont mises en ligne dans cette application par les collectivités locales concernées.

Mes services restent à votre écoute pour toute précision utile sur ce sujet.

le préfet,

Pour le préfet  
et par délégation,  
la secrétaire générale

Marie-Blanche BERNARD